

RD Congo : Il faut mettre fin aux effroyables souffrances à l'Est du Congo

63 ONG influentes appellent à la mise en œuvre urgente de l'accord de paix de Goma avec la nomination d'un Conseiller spécial aux droits humains.

(Londres, le 23 avril 2008) – Le gouvernement de la République, les groupes armés et les parties internationales à l'accord de paix de Goma devraient de toute urgence appliquer l'accord et mettre fin aux effroyables souffrances endurées par des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants victimes de violences brutales et de maladies mortelles dans l'Est du Congo, ont déclaré aujourd'hui dans un communiqué commun 63 organisations internationales et congolaises humanitaires et de défense des droits humains.

Ces organisations non gouvernementales recommandent vivement aux Nations Unies et aux acteurs internationaux qui ont aidé à négocier l'accord de Goma de nommer un conseiller spécial indépendant de haut niveau sur les droits humains pour l'Est du Congo afin de concentrer son attention sur la protection des civils en danger, en particulier les femmes et les filles exposées aux violences sexuelles, et de garantir des actions en ce sens. Elles ont également demandé aux acteurs internationaux tels que l'Union Africaine, l'Union européenne et les États-Unis d'appuyer cette nomination tant sur le plan politique que financier.

« Des centaines de milliers de victimes se sont raccrochées à l'espoir que l'accord de paix mettrait fin à leur souffrance. Malheureusement, aucun progrès significatif n'a été opéré du point de vue des engagements en matière de droits humains », a déploré Anneke Van Woudenberg, chercheuse principale sur la RDC à Human Rights Watch. « Nous recommandons vivement la nomination immédiate d'un conseiller spécial indépendant sur les droits humains qui serait chargé d'aider les parties à honorer leurs engagements en matière de droits humains et de faire entendre la voix des victimes qui souffrent en silence. »

Rappel

Le 23 janvier dernier, après des semaines de pourparlers, le gouvernement congolais a signé un accord de paix à Goma, dans le Nord-Kivu, avec 22 groupes armés, engageant toutes les parties à un cessez-le-feu immédiat ainsi qu'au désengagement des forces présentes sur le front. Pourtant, depuis la signature de l'accord, des dizaines de civils ont été tués, des centaines de femmes et de

filles violées et un nombre encore plus important d'enfants recrutés au sein des forces armées, ajoutant ainsi au nombre extraordinairement élevé de civils déjà victimes de ces mêmes crimes au cours des dix dernières années.

Selon les estimations, les provinces du Nord et du Sud-Kivu compteraient 1,1 million de personnes déplacées, dont 555 000 qui ont fui les combats depuis 2007. La malnutrition, le choléra, la malaria et autres maladies évitables sèment la mort parmi ces déplacés à un rythme inquiétant.

« Il s'agit d'une catastrophe humanitaire d'une énorme ampleur. Elle requiert une action urgente et concrète de toutes les parties à l'accord ainsi que de la communauté internationale », a déclaré Colin Thomas-Jensen, conseiller politique de ENOUGH, un projet visant à mettre un terme au génocide et aux crimes contre l'humanité. *« Obtenir la signature d'un accord par les parties a constitué un premier pas important mais aujourd'hui, nous devons passer à l'étape suivante et aider les gens à rentrer chez eux tranquillement, en toute sécurité. »*

Investir dans les droits humains est indispensable pour la paix

Les agences humanitaires se heurtent toujours à des difficultés pour accéder aux civils en danger et les défenseurs des droits humains qui ont exprimé leur inquiétude face aux exactions sont victimes de menaces et de harcèlement. Les groupes armés ainsi que les militaires congolais continuent à exploiter illégalement les ressources naturelles et à se servir des profits engrangés pour alimenter le conflit.

Les envoyés spéciaux de l'Union Africaine, de l'Union européenne, des États-Unis, des Nations Unies et de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs ont joué un rôle crucial dans la négociation de l'accord de Goma. Ils ont accepté de continuer à jouer un rôle actif dans le contrôle et la mise en œuvre de ses dispositions.

Aux termes de l'accord, les parties se sont engagées à respecter le droit international humanitaire et des droits humains, notamment à mettre un terme à tous les actes de violence à l'égard des civils, à mettre fin au recrutement d'enfants soldats, à assurer la libération des prisonniers politiques et à autoriser le passage des agences humanitaires.

La semaine dernière, Human Rights Watch a présenté des recommandations détaillées à M. l'Abbé Apollinaire Malu Malu, le coordinateur national indépendant nommé par le gouvernement congolais pour diriger les efforts de paix, ainsi qu'aux représentants de la communauté internationale, sur les possibilités de nommer un conseiller spécial indépendant sur les droits humains pour l'Est du Congo. L'organisation a exhorté M. l'Abbé Malu Malu à mettre en œuvre cette nomination, soulignant que puisque les préoccupations en matière de droits humains se retrouvaient au cœur du conflit, l'absence de réponse à ces questions pourrait conduire à l'échec du processus de paix.

Selon les options proposées, le conseiller spécial pourrait être nommé soit par les signataires de l'accord de Goma, soit par le Secrétaire général des Nations Unies, soit par les facilitateurs internationaux de l'accord.

Juliette Prodhan, responsable d'Oxfam en RDC, a relevé que « *Sans la nomination d'un conseiller spécial sur les droits humains, il sera beaucoup plus difficile d'exiger des comptes des parties pour toute violation de l'accord de paix. Dans l'intérêt du peuple congolais et de toute la région des Grands Lacs, cet investissement dans les droits humains est nécessaire pour contribuer à prévenir le retour d'un conflit qui a déjà causé la perte de tant de vies humaines.* »

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Pour **Human Rights Watch** : Anneke Van Woudenberg à Londres au +44 20 7713 2786 ou +44 7711 664960 (anglais, français)

Pour **Oxfam** : Rebecca Wynn à Oxford au +44 1865 472530 ou +44 7769 887139 (anglais)

Pour **CRONGD-North Kivu** : Kubuya Muhangi à Goma au +243 (0) 99 861 0651 (français, swahili)

For **Centre Olame** (South Kivu) : Mathilde Muhindo, in Bukavu on +243 998755223 (français, swahili)

Pour **Enough** : Colin Thomas-Jensen à Washington au +1 202 682 6136 (anglais)

Pour **Global Witness** : Carina Tertsakian à Londres au +44 207 561 6372 (anglais, français)

Pour **International Rescue Committee** : Lydia Gomersall à Londres au +44 20 7692 2741 or +44 7779 855 021 (anglais, français)

Ce groupe d'organisations internationales et congolaises humanitaires et de défense des droits humains réunit :

Des ONG internationales :

ActionAid International, the American Bar Association, Association of Volunteers in International Service (AVSI), CAFOD, ENOUGH, Front Line, Global Witness, Human Rights Watch, International Alert, International Rescue Committee, Oxfam International, Light of Africa Network, Medicos en Catastrofe (MEC), Mercy Corps, Norwegian Refugee Council (NRC), Population Services International/Association de Santé Familiale (PSI/ASF), Rights and Accountability in Development (RAID), Refugees International, Save the Children UK, Saving Lives through Alternate Options (SLAO), World Vision (Eastern DRC).

Des ONG congolaises :

Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains (ACIDH), Action Pour la Promotion et la Protection de l'Enfant et de la Femme (APPEF), Action Sociale pour la Paix et le Développement (ASPD), Association africaine de défense des droits de l'homme (ASADHO/SUD KIVU), Association des Filles et Mamans Victimes de Violence (AFMV), Association pour la Promotion de la femme et de l'enfant pour le développement durable (APROFED), Association des Volontaires du Congo (ASVOCO), Association des femmes Pour la Conservation de la Nature et le Développement Durable (AFECOD/CRAF), Campagne Pour la Paix, Change Agent Peace Program (CAPP), Centre d'Ecoute Hermone (CEH), Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CREDDHO), Centre National d'appui au développement et à la participation populaire (CENADEP Kinshasa), Centre Olame, **CHILDREN'S VOICE - Nord Kivu**, Coalition Publiez Ce Que Vous Payez RDC, Commission Provinciale de Lutte Contre les Violences sexuelles au Sud Kivu (CPLVS), Comité des Observateurs des Droits de l'Homme (CODHO), Collectif des Organisations des Jeunes Solidaires du Congo Kinshasa (COJESKI Nord-Kivu), Commission Episcopale Justice et Paix, Conseil Régional des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CRONGD-NK), Fondation Point de Vue des Jeunes Africains Pour le Développement (FPJAD), Group d'Etudes et d'Actions Pour un Développement Bien Défini (GEAD), Groupe Justice et Libération, HEAL Africa, Héritiers de la Justice, Ligue Congolaise pour la défense des droits de la femme et de la famille (LICODEFF/Kinshasa), Mamans Organisées pour le Développement (MAODE), Plateforme des Femmes du Nord Kivu pour un Développement Endogène (PEFND), Promotion de la Démocratie et Protection des Droits Humains (PDH), Promotion et Action des Femmes pour le Développement (PAFED), Promotion et Appui aux Initiatives Féminines (PAIF), Réseau Femme et Développement (REFED/Nord Kivu), Réseau des Associations de lutte contre les violences en général (RALCOVIG), Réseau Provincial des ONGs de Droits de l'Homme au Nord-Kivu (REPRODOC Nord-Kivu), Regard Rural Sans Frontière (R2SF/Sud-Kivu), Réseau d'Initiatives Locales pour le Développement Durable (REID), Réseau pour la Conservation et la Réhabilitation des Ecosystèmes Forestiers (CREF), Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral (SOFEPADI), Solidarité Pour la Promotion Sociale et la Paix (SOPROP), Synergie des Femmes pour les victimes des violences sexuelles, Villages Cobaye (VICO).
